

Toulon, le 25/07/2022

Unité Départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041- Toulon cedex 9

Références : D-UD83-2022-0391
Code AIOT : 0006410612

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS ENVISAN FRANCE

795 avenue de la 1ère Armée Française
Rhin Danube
83500 LA SEYNE SUR MER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement SAS ENVISAN FRANCE implanté 795 avenue de la 1ère Armée Française Rhin Danube 83500 LA SEYNE SUR MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Monsieur le Préfet du Var nous a transmis en dates du 17/02 et 24/08/2021 des plaintes émanant de riverains résidant à proximité du CPEM. Celles-ci font état de nuisances relatives à l'émission de bruits et de poussières émises dans l'environnement de l'installation.

Nous avons donc demandé dans un premier temps à l'exploitant de nous faire un point sur la situation eu égard aux nuisances mentionnées ci-avant et de nous proposer un plan d'action, en particulier au travers de la réalisation d'une étude acoustique complémentaire et additionnelle aux mesures périodiques tri-annuelle exigée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Celle-ci a été réalisée en octobre 2021, entre les semaines 41 et 43.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ENVISAN FRANCE
- 795 avenue de la 1ère Armée Française Rhin Danube 83500 LA SEYNE SUR MER
- Code AIOT : 0006410612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ENVISAN France, filiale du groupe Jan De Nul spécialisé notamment dans les travaux et dragages maritimes, exploite sur la commune de La Seyne-sur-Mer, une installation dont la vocation est le traitement de terres excavées et de sédiments de dragages non immergeables. Elle vise en effet à réduire la pollution, en particulier en hydrocarbures, dans les déchets issus de ces chantiers afin de les valoriser par réemploi ou, à défaut, de les stocker en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) voire en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention et gestion des émissions de poussière
- Prévention et gestion du bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 3.1.1	/	Sans objet
3	Réduction des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 6.2.1	/	Sans objet
5	Gestion du bruit et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 6.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons demandé à l'exploitant de nous proposer un plan d'actions, en particulier au travers d'une étude acoustique complémentaire et additionnelle aux mesures périodiques tri-annuelles exigée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié du 6 novembre 2020. Celle-ci a été réalisée en octobre 2021 sur une période dite de référence de 2 semaines (S 41 et 43).

Il ressort de celle-ci que :

- en limite de propriété du CPEM, les niveaux de bruit ambiant LA_{eq} ne dépassent pas 70 dB (A) (*) sur l'ensemble des 2 semaines retenues comme intervalle de référence pour déterminer de façon représentative l'exposition au bruit des personnes, excepté pour le lundi de la semaine 43 avec 71 dB (A) avec crible en zone 1 pour laquelle il semblerait y avoir un lien avec des opérations de maintenance réalisées par un camion atelier sur les roues du chargeur de la société sous-traitante).

(*) : valeurs réglementaires mentionnées à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/11/2020 pour les niveaux limites de bruit en limite du CPEM, soit 70 dB (A),

- pour les valeurs limites d'émergence, il apparaît qu'une des 2 zones d'étude « zone 2 » respecte les valeurs mentionnées dans l'Arrêté Préfectoral susvisé.

La « zone 1 » dépasse quant à elle de +1dB les valeurs entre le bruit émis lors d'activité du CPEM et le bruit sans activité du CPEM.

Nota : 6 dB(A) soit +1 dB(A) par rapport à la valeur admissible de 5 dB(A) en période diurne. Le rapport indique que c'est la contribution du niveau sonore de la journée du mardi 12 octobre qui participe à l'émergence globale. Or, sur cette journée, il a été noté que des travaux de voirie bruyants avaient été réalisés au niveau du rond-point en contre-bas de la propriété des plaignants.

Au sens strictement réglementaire, l'activité du CPEM observée sur 2 semaines impacte

l'environnement sonore en Z.E.R, avec une émergence globale soit en dessous, soit légèrement au-dessus de la limite de l'émergence autorisée.

Compte tenu des conclusions de l'étude acoustique réalisée en octobre 2021, l'exploitant a effectué un déplacement de la zone de criblage en zone 2 et/ou aux abords de la lagune (digue Nord) et fait des modifications sur l'installation de traitement afin de réduire son empreinte sonore: réalisation en limite Ouest de la zone 2, positionné en arrière de la nouvelle zone dédiée au criblage, d'un mur d'atténuation acoustique (10 m de largeur sur 4,5 m de hauteur), repositionnement en cours des alarmes sur les installations de traitement physico-chimique pour réduire l'impact sonore en dehors du site.

L'exploitant privilégie par ailleurs désormais le stockage de lot soumis à l'évacuation dit "bruyant" en zone 2.

Volet relatif à l'émissions de poussières

L'exploitant a réalisé les actions suivantes pour réduire davantage l'émission de poussières dans l'environnement du site:

- complété et modifié le réseau d'humidification des voies de circulation et des stocks de matériaux aux abords du pont bascule et du lave roue,
- modifié la procédure existante de déclenchement et des méthodes d'arrosages/balayage afin de formaliser les pratiques en cours,
- réalisé un casier de stockage au niveau de l'ancienne cale de mise à l'eau du site permettant la limitation d'envol de poussière par vent d'Est.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes gestion des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre, en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Nous avons contrôlé les consignes spécifiques relatives à la prévention des envols de poussières. L'exploitant nous a remis la procédure de suivi des émissions et de mise en place d'actions préventives et curatives liées à cette problématique (version révisée du 12/11/2020). Nota: Cette consigne devra être mise à jour pour prendre en compte les éléments nouveaux suivants: <ul style="list-style-type: none">- les opérations de criblage se font désormais en zone 2 et/ou aux abords de la lagune (digue Nord)- les opérations en zone 1, ne sont exécutées uniquement dans le cadre d'opérations majeures ne permettant pas opérationnellement une gestion sur les zones précitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique
Constats : Au regard des conclusions de l'étude acoustique réalisée en octobre 2021, l'exploitant a suite à notre demande en date du 07/01/2021 transmis à nos services un plan d'actions visant à réduire les impacts de l'installation sur son environnement proche, sur la problématique des émissions sonores et lumineuses. Ce plan d'action permet notamment de mieux anticiper et gérer les émissions de poussières liées à l'activité du CPEM. Une consigne spécifique de suivi des émissions de poussières et de mise en place d'actions préventives et curatives a été rédigée pour bien prendre en considération cette problématique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : cf tableau AP</p> <p>e - Humidification Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.</p> <p>g-Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Le nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets consiste notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.</p> <p>Constats : Au regard des conclusions de l'étude acoustique réalisée en octobre 2021, l'exploitant a suite à notre demande en date du 07/01/2021 transmis à nos services un plan d'actions visant à réduire les impacts de l'installation sur son environnement proche, notamment en ce qui concerne les émissions de poussière dans l'environnement proche du CPEM.</p> <p>L'exploitant a procédé à des modifications du réseau d'humidification aux abords du pont bascule et du lave roue afin de permettre une meilleure couverture des surfaces identifiées comme étant les plus émettrices de poussière. Un plan de localisation des asperseurs, sprinklers/canons à eau nous a été fourni.</p> <p>Un casier de stockage situé au niveau de l'ancienne cale de mise à l'eau du site va être réalisé prochainement afin de limiter l'envol de poussière par vent d'Est.</p> <p>Un nettoyage hebdomadaire des surfaces imperméabilisées est programmée en fin de semaine à l'aide d'une balayeuse à injection d'eau ou lors de la libération de zone de stockage ou encore lors des grands entretiens du site.</p> <p>Une consigne spécifique dédiée au suivi des émissions de poussières et de la mise en place d'actions correctives et curatives permet de prendre en considération cette problématique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats : Afin d'évaluer les niveaux acoustiques en limites de propriété du CPEM et dans une zone à émergence réglementée, une surveillance acoustique a été réalisée sur un intervalle d'observation de 3 semaines (semaines 41 à 43).</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 jours en Zone 1 (Triangle ouest CPEM) étalés sur semaines 41 et 43 dont 1 jour avec fonctionnement également du « crible Envisan » - 5 jours en Zone 2 (Centre CPEM) sur semaine 42 sans aucune activité du « crible Envisan ». <p>Il ressort de celle-ci que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en limite de propriété du CPEM, les niveaux de bruit ambiant LA_{eq} ne dépassent pas 70 dB (A) (*) sur l'ensemble des 2 semaines retenues comme intervalle de référence pour déterminer de façon représentative l'exposition au bruit des personnes, excepté pour le lundi de la semaine 43 avec 71 dB (A) avec crible en zone 1 pour laquelle il semblerait y avoir un lien avec des opérations de maintenance réalisées par un camion atelier sur les roues du chargeur de la société sous-traitante). (*) : valeurs réglementaires mentionnées à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/11/2020 pour les niveaux limites de bruit en limite du CPEM, soit 70 dB (A), • pour les valeurs limites d'émergence, il apparaît qu'une des 2 zones d'étude « zone 2 » respecte les valeurs mentionnées dans l'Arrêté Préfectoral susvisé. <p>La « zone 1 » dépasse quant à elle de +1dB les valeurs entre le bruit émis lors d'activité du CPEM et le bruit sans activité du CPEM.</p> <p>Nota : 6 dB(A) soit +1 dB(A) par rapport à la valeur admissible de 5 dB(A) en période diurne. Le rapport indique que c'est la contribution du niveau sonore de la journée du mardi 12 octobre qui participe à l'émergence globale. Or, sur cette journée, il a été noté que des travaux de voirie bruyants avaient été réalisés au niveau du rond-point en contre-bas de la propriété des plaignants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au sens strictement réglementaire, l'activité du CPEM observée sur 2 semaines dites de référence impacte l'environnement sonore en Z.E.R, avec une émergence globale soit en dessous, soit légèrement au-dessus de la limite de l'émergence autorisée. <p>Compte tenu des observations faites, l'exploitant a effectué un déplacement de la zone de criblage et fait des modifications sur l'installation de traitement afin de réduire son empreinte sonore, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - déplacement des opérations de criblage en zone 2 et/ou aux abords de la lagune (digue Nord). Les opérations en zone 1 ne seront désormais réalisées uniquement dans le cadre d'opérations majeures ne permettant pas opérationnellement une gestion sur les zones dédiées, - réalisation en limite Ouest de la zone 2, positionné en arrière de la nouvelle zone dédiée au criblage, d'un mur d'atténuation acoustique (10 m de largeur sur 4,5 m de hauteur), L'exploitant privilégie par ailleurs désormais le stockage de lot soumis à l'évacuation dit "bruyant" en zone 2. - repositionnement des alarmes sur les installations de traitement physico-chimique pour réduire l'impact sonore en dehors du site (en cours). <p>L'efficacité de ces mesures pourra être évaluée le cas échéant dans le temps en coordination avec nos services.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Gestion du bruit et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1- L'exploitant applique une ou plusieurs techniques indiquées ci-dessous.</p> <p>c- Localisation appropriée des équipements et des bâtiments</p> <p>La localisation appropriée des équipements et des bâtiments réduit les niveaux sonores en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties du bâtiment.</p> <p>2. L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ; - un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (par exemple, dans le cadre de plaintes) ; - un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. <p>Constats : Compte tenu des conclusions de l'étude acoustique réalisée en octobre 2021, l'exploitant a effectué un déplacement de la zone de criblage et fait des modifications sur l'installation de traitement afin de réduire son empreinte sonore, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - déplacement des opérations de criblage en zone 2 et/ou aux abords de la lagune (digue Nord). Les opérations en zone 1 ne seront désormais réalisées uniquement dans le cadre d'opérations majeures ne permettant pas opérationnellement une gestion sur les zones dédiées, - réalisation en limite Ouest de la zone 2, positionné en arrière de la nouvelle zone dédiée au criblage, d'un mur d'atténuation acoustique (10 m de largeur sur 4,5 m de hauteur), L'exploitant privilégie par ailleurs désormais le stockage de lot soumis à l'évacuation dit "bruyant" en zone 2. - repositionnement des alarmes sur les installations de traitement physico-chimique pour réduire l'impact sonore en dehors du site (en cours). <p>L'exploitant devra nous transmettre un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations destiné à vérifier l'efficacité des mesures susvisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet